

Initiatives ministérielles

Nous devons continuer dans ce sens en utilisant tous nos programmes sociaux pour offrir à la population des solutions, de l'information et des choix.

Nous parlons du besoin de créer une société qui offre à chacun l'occasion d'être productif à toutes les étapes de sa vie. À cette fin, nous pourrions réaffecter les ressources considérables déjà mises à contribution: notre régime d'assurance-chômage est à la fois plus complet et plus généreux que celui des États-Unis; 80 p. 100 des chômeurs du Canada touchent des prestations, comparativement à 35 p. 100 aux États-Unis. Nos dépenses par habitant sont trois fois et demi plus élevées. Les dépenses gouvernementales en matière de formation sont deux fois plus élevées au Canada qu'aux États-Unis.

Nous devons maintenant inciter les employeurs canadiens à accroître leurs dépenses de formation de façon très considérable, afin d'égaliser, au moins, les niveaux atteints par le secteur privé aux États-Unis.

La Commission canadienne de mise en valeur de la main-d'oeuvre ainsi que les commissions régionales et locales ont entrepris d'importants efforts de collaboration en vue d'encourager la formation dans le secteur privé. En 1993-1994, nous allons, comme gouvernement, consacrer 3,8 milliards de dollars à des programmes liés au marché du travail. Cela représente 80 p. 100 de plus que ce que nous dépensions en 1989-1990. Les fonds du régime d'assurance-chômage consacrés à la formation et à l'adaptation s'élèveront à 2,21 milliards de dollars en 1993—c'est quatre fois et demie de plus qu'en 1990.

Mais nous avons beaucoup de chemin à faire. Le Canada demeure le pays du G-7 qui dépense le plus par habitant pour des mesures passives liées au marché du travail, et se classe au 15^e rang parmi tous les pays membres de l'OCDE.

• (1650)

Grâce à notre initiative nationale de planification des ressources humaines sectorielles, nous favorisons l'émergence de partenariats entre les travailleurs, les employeurs et les autres intervenants en vue d'élaborer des stratégies détaillées de mise en valeur des ressources humaines. Plus de deux millions de travailleurs tirent profit de plus de 900 accords de planification.

Nous mettons également en oeuvre un nouveau projet destiné à offrir des possibilités de formation aux travailleurs ayant affiché une plus grande stabilité au sein de la population active. Il s'agit d'une première au Canada. Aucun gouvernement n'a jamais pris de mesures visant à fournir aux travailleurs déplacés le genre de programmes d'aide sur mesure dont ils ont besoin pour réintégrer la population active. Évidemment, personne de l'autre côté ne veut parler de ces initiatives pour assurer aux travailleurs une plus grande stabilité au sein de la population active.

Nous offrons également un programme visant à faciliter la réintégration à la population active des travailleurs licenciés en raison de changements économiques de toutes sortes. Pour les personnes ne touchant pas de prestations d'assurance-chômage, nous dépensons 1,6 milliard de dollars dans le cadre de la Planification de l'emploi pour offrir une vaste gamme de services visant à aider les Canadiens à améliorer leur employabilité.

[Français]

En résumé, nous utilisons de nouvelles techniques, des approches novatrices et des fonds nouveaux pour permettre aux travailleurs et travailleuses de se ressaisir rapidement et d'utiliser toutes leurs possibilités plutôt que de créer des filets de sécurité qui immobilisent pour de bon les personnes qui y atterrissent, empoignées par l'étreinte paralysante de la dépendance. Nous aurions regretté amèrement d'avoir laissé passer la chance de participer à l'ALÉNA et d'avoir assisté au déclin du Canada qui aurait alors été mis à l'écart de l'éventuelle croissance fulgurante des pays latino-américains.

J'invite mes amis de l'autre côté de la Chambre à rejeter les considérations politiques à courte vue, à rejeter les critiques fondées sur des peurs injustifiées, à regarder la réalité bien en face et à prendre conscience des possibilités qui existent actuellement.

Joignez-vous au gouvernement pour partager avec lui le mérite d'avoir appuyé une entente commerciale progressiste qui améliore les possibilités d'avenir de tous les travailleurs et travailleuses et de toute la population canadienne.

Dans l'édition du *Toronto Star* du 28 mars dernier, on pouvait lire les propos du chef du NPD, ici, qui demandait à ses membres de ne pas hésiter à «botter des derrières» dans leur campagne d'opposition à l'ALÉNA. Mes collègues députés savent bien que ce n'est pas dans mes habitudes d'utiliser ce genre de langage mais, toutefois, si tel est son message et celui de ses compagnons de voyage, les Bob White et Maude Barlow, je crois qu'ils se trompent de derrières.

Le fait de s'attaquer à l'Accord de libre-échange et maintenant à l'Accord de libre-échange nord-américain peut faire un effet rapide et montrer qu'on partage les inquiétudes des chômeurs et des chômeuses ou des personnes qui craignent de perdre leur emploi, mais rien ne prouve ces affirmations creuses.

Les Canadiens ont été témoins, je m'en souviens, durant la campagne électorale de 1988, des prophètes de malheur qui n'ont ménagé, mais absolument, aucune invention pour faire peur aux gens dans les régions du pays, plus particulièrement chez moi, au Nouveau-Brunswick, et dans toute la région atlantique, disant à nos personnes âgées qu'elles allaient perdre leur filet de sécurité sociale, prédisant la vente des écoles aux Améri-